

Comme mes collègues, j'ai écouté avec grand plaisir et intérêt le discours que vient de prononcer le sénateur de Winnipeg. Il mérite toutes nos félicitations pour la haute tenue de son discours, pour sa profonde connaissance des faits et pour sa compréhension des valeurs en jeu. Il est certes de notre devoir de le remercier pour son brillant et si utile apport au présent débat.

**Des voix:** Très bien!

**L'honorable M. Fournier:** Afin de suivre une tradition depuis longtemps établie et étant donné qu'il m'est un peu moins difficile de m'exprimer en français, mes collègues me permettront sans doute de poursuivre mon discours dans ma langue maternelle.

(Texte)

Il y a quelques semaines, quand le monde a appris que le gouvernement d'Israël venait d'attaquer l'Égypte, nous avons passé, nous et les autres peuples, par à peu près toute la gamme des sentiments qui s'étendent de la surprise et l'anxiété, à la stupeur et à la terreur. Quelques jours après, c'est la Grande-Bretagne et la France qui posent le même geste, malgré les engagements les plus solennels enregistrés dans la charte des Nations Unies. La réaction fut spontanée et universelle. Le monde entier a jeté les yeux sur l'organisme des Nations Unies, en qui, après la guerre, il avait placé son espoir et sa confiance.

Sitôt saisi du problème, les délibérations commencent au siège des Nations Unies à New-York. Chacun y va de son discours, de ses accusations, de ses blâmes. On a l'impression que c'est la panique, et, au lieu de courir éteindre l'incendie, on fait le procès des incendiaires. Mais voilà que c'est au tour du Canada de prendre la parole. Ce n'est pas la première fois que notre pays est appelé à participer à ce genre de délibérations, où le sort de l'humanité est en jeu; parce que nous l'avions bien mérité pendant la guerre, nous avions droit au chapitre, et c'est ainsi qu'à San-Francisco, les opinions émises par les représentants de notre pays commençaient à créer une impression profonde et rassurante chez les autres peuples. Après que l'organisation des Nations Unies eut été mise sur pied, et que le monde se fut aperçu du double jeu, de la fourberie et de la mauvaise foi des représentants de Moscou, qui menaçaient de replonger l'univers dans une impasse inextricable, c'est encore la voix du Canada qui s'est levée pour suggérer l'Organisation de l'OTAN, et qui se trouve à être encore aujourd'hui la plus grande coopérative de paix qui n'ait jamais existé dans le monde.

C'est donc vous dire que le prestige et l'autorité de la voix du Canada sont universellement reconnus et bien établis. Encore,

cette fois-ci, c'est notre représentant qui sauve la situation, suggère le cessez-le-feu, et recommande la mise sur pied d'une armée des Nations Unies composée par les délégations militaires d'un certain nombre de pays qui en font partie.

Le rôle du Canada a été immense. C'est nous qui avons fait comprendre que dans le monde où nous vivons, la bonne foi et l'autorité morale ne sont pas suffisantes. Il faut que les Nations Unies disposent de forces physiques et mobiles suffisantes pour pouvoir ramener à l'ordre les nations qui jugent bon de s'en départir. La force militaire des Nations Unies est organisée, et déjà des régiments sont rendus en Égypte, où la population leur a fait un accueil si enthousiaste et si chaleureux que nous avons raison de croire que le peuple égyptien, de concert avec tous les autres peuples, ne désire qu'une chose: la paix.

Le rôle qu'a joué notre pays dans cette affaire est déjà enregistré dans l'histoire, et ce sera la gloire de notre gouvernement actuel et celle du peuple qui vit sur le sol de la patrie canadienne d'avoir eu des représentants capables de trouver et de proposer, au moment psychologique, la formule idéale pour sauver le monde d'une autre conflagration.

Nous avons pourtant à la mémoire la leçon de la grande faiblesse de l'ancienne Société des Nations: celle de manquer de force physique. J'espère que la leçon nous profitera, cette fois-ci, et que, devant le succès que remporte cette formule en Égypte, tous les peuples seront unanimes à reconnaître que si elle veut survivre de façon efficace, l'organisation des Nations Unies devra rester armée. Tant et aussi longtemps qu'il y aura des peuples dont les gouvernements seront composés d'hommes de proie, ou qui auront l'ambition d'établir leur hégémonie sur des peuples plus faibles, ou dont la pensée et l'action ne s'inspirent que d'ambitions économiques ou politiques injustes et déraisonnables, la paix du monde restera menacée.

Nous n'avons pas ici la tâche de résoudre le problème gigantesque qui a mis aux prises le Moyen-Orient avec deux grands peuples de l'Occident. D'ailleurs, il s'agit là d'une tâche que seule l'histoire, à la faveur d'un recul de temps, pourra accomplir. Il s'agit d'un problème extrêmement complexe, qui comprend un élément religieux, politique et économique. Depuis le percement du canal de Suez, cette voie maritime est devenue comme la veine jugulaire de la vie économique des peuples de l'Occident. Ce n'est donc pas surprenant que devant un fait économique de cette envergure et de cette importance, le jeu des intérêts des peuples concernés ne soit pas toujours des plus